

Le projet du capitalisme alternatif à la démocratie

On a vu lors de la [dernière séquence](#)¹ comment dans les années 1980-90, la logique néo-libérale avait organisé la **destruction du [contrat social d'après guerre](#)**² qui reposait sur trois piliers :

- la **protection sociale généralisée** (avec le *Sécurité Sociale*, les *retraites par répartition*...)
- les **services publics** (transport, Poste, EDF, GDF,) assurant *l'égalité des citoyennes et citoyens* devant les services essentiels.
- et **l'intervention de l'État** dans l'économie (*planification, nationalisation et redistribution*) pour anticiper les problèmes et atténuer les effets négatifs d'un capitalisme sauvage.

Pour mettre en œuvre ce projet néo-libéral, il convenait de

- favoriser une **insécurité sociale** pour offrir au marché privé la possibilité de faire du profit sur tous les services dont la **santé**, les **retraites** et la grande **vieillesse**.
- mettre en concurrence les **services publics** avec les entreprises privées, détruisant de ce fait les services non rentables et **créant une inégalité sociale** selon les lieux d'habitation et de revenus.
- diminuer les moyens pour **l'enseignement et la recherche universitaire**, pour offrir un marché aux écoles de commerce et les universités privées.
- réduire le **rôle de l'État** aux strictes fonctions **régaliennes** (*Diplomatie, défense, maintien de l'ordre, définir le droit et rendre la justice*), faire disparaître **l'État social** (*providence*) et laisser aux acteurs économiques privés le soin de planifier et réguler l'économie en référence à **l'optimisation maximum de leurs profits**.

Ces choix néo-libéraux ont permis, [comme on l'a vu](#) (séquence 10) une *augmentation des profits*³, la *concentration du capital* dans les mains d'un petit nombre⁴... mais ils n'ont pas permis la relance économique espérée.... (le « *ruissellement* »⁵)

1 Chronique 10

2 « [Les jours heureux](#) » programme du **Conseil National de la Résistance** publié en mars 1944

3 En 1980 la part de PIB qui revient au travail est de 80 % et celle au capital 20 %, en 2000 celle qui revient au travail n'est plus que de 70 % et celle qui revient au capital est passé à 30 %

4 Les 8 % des plus riches disposent de 50 % de la richesse mondiale.

5 La théorie du ruissellement estime que l'accumulation de capital chez les plus riches favorise la croissance et bénéficie à terme aux plus pauvres.

40 ans plus tard, on peut constater les effets du désengagement de l'État.

- Les Restos du Cœur n'ont pas disparu, ils accueillent même ceux qu'on appelle les « **Nouveaux pauvres** » (personnes aux statuts précaires qui, tout en travaillant ne s'en sortent pas.)
- Les **services hospitaliers** sont dégradés et ne sont plus en mesure de répondre aux urgences même en période ordinaire.
- les **services publics**, gérés sur le modèle du privé, assurent mal leurs missions et disparaissent sur certains territoires (*Poste, train...*).

Des mouvements sociaux, comme celui des **Gilets Jaunes**, témoignent du mal-être de populations qui se sentent abandonnées. Ce sentiment d'abandon profite à l'**extrême droite** qui s'installe dans les campagnes et les quartiers populaires.

- des **secteurs entiers de l'économie** disparaissent. L'industrie ne représente plus que 10 % de la richesse du pays. Le textile a été abandonné au point que lors de la crise du COVID la France n'était pas en mesure de produire les masques dont elle avait besoin.
- L'**agriculture** subit les effets des accords internationaux⁶. L'agriculture française pâtit d'une concurrence de produits étrangers ne respectant pas les **exigences** sociales, sanitaires et environnementales de la France. Les paysans disparaissent.

Mais comme les dirigeants politiques qui ont mis en œuvre ces choix⁷ (voir [séquence 10](#)) ne sont pas suivis par la grande majorité des français, ils buttent sur **la démocratie**. Pour gouverner, le pouvoir, se détourne de la volonté populaire, comme en 2005 lors du traité constitutionnel, ou plus récemment (voir [chronique 6](#)) et utilise des **stratagèmes** pour faire passer des lois impopulaires et rester en place. En fin de mandat, les présidents de la République n'ont plus de crédibilité.

La démocratie est ébranlée et les idées d'extrême-droite progressent.

Les interrogations nouvelles du capitalisme

Suite à la crise financière de 2008, devant les effets négatifs du modèle qu'il a initié il y a 40 ans, le capitalisme lui-même s'interroge.

⁶ TAFTA : UE et Etats-Unis / CETA : UE et Canada / MERCOSUR UE et le Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay

⁷ Ceux préconisés par le Consensus de Washington et en Europe la *stratégie de Lisbonne* (mars 2000)

- Les *politiques d'austérité* imposées par les États, ont permis une redistribution de la valeur-ajoutée au profit du capital, mais elles ont conduit à la **diminution du pouvoir d'achat** (consommation) du grand nombre et n'ont pas permis de régler le chômage de masse.

- l'*investissement* attendu *peine à redémarrer*.

Le FMI en vient à interpeller certains États pour limiter les politiques de rigueur.

- *La finance non contrôlée*, la spéculation et les crises financières qu'elle engendre risquent de tout lui faire perdre. (Les milieux financiers eux-mêmes souhaitent plus de régulation)

- Les *discours sur les bienfaits de la mondialisation* ne passent plus car la majorité des citoyens perçoivent les *inconvénients d'une économie dérégulée*.

- Après, dans les années 1980-1990, un temps de **sidération** face au choc brutal de la mondialisation, depuis les années 2000 des *mouvements de résistance* s'organisent un peu partout dans le monde. Au États-Unis, le mouvement d'ampleur *Occupy Wall Street*...⁸ dénonçant les *abus du capitalisme financier* mobilise pendant trois mois des milliers de personnes lors de manifestations à New York et dans 70 grandes métropoles américaines.

Ces résistances prennent des formes nouvelles comme à *Notre Dame des Landes* ou à Gonesse contre *EuropaCity*⁹ et remportent des victoires. Les mouvements comme les *Gilets Jaunes*¹⁰ ou les manifestations de Sainte Soline, coûtent cher au budget de la Nation et à l'image de marque de sa police.

Une instabilité trop grande alimente le populisme et favorise les extrême-droites
fragilise la démocratie.

Dernier point et non des moindres :

- le **réchauffement et les dérèglements climatiques visibles, nécessitent de repenser le contrat social**. Mais cela ne peut pas se faire sans remettre en cause les **inégalités sociales** et revoir en profondeur **l'organisation sociale**.

8 Mouvement de **contestation pacifique dénonçant les abus du capitalisme financier**.

9 Mobilisation contre un projet de [méga complexe](#) regroupant des loisirs, des équipements culturels, des commerces, des hôtels et restaurants, ainsi qu'un parc et une ferme urbaine, au nord-nord-est de Paris qui aurait du voir le jour en 2027 en artificialisant 280 hectares de terres agricoles. Il sera finalement abandonné en 2019.

10 Le gouvernement a du lâcher 17 milliards au pour arrêter le mouvement. "*Au total, cela fait sans doute, 800 millions à un milliard*" d'euros, assure Roland Lescure (ministre de l'économie)

- On ne peut pas demander au grand nombre de changer de comportement et laisser les plus pollueurs continuer sans vergogne.
- On ne peut **plus compter sur la croissance pour financer les besoins sociaux**.

On ne fera pas l'économie d'un nouveau contrat social plus juste.

Sortir de la démocratie

Le camp des possédants anticipe les changements nécessaires pour garder ses privilèges.

Lors de l'investiture de Trump aux États-Unis, on trouve des français, parmi les invités : *Bernard Arnault* l'homme le plus riche de France, *Xavier Niel* le patron de *free*

On trouve également *Eric Zemmour* et *Sarah Knafo* sa compagne et conseillère, *Marion Maréchal-Le Pen* et *Louis Sarkozy*, le fils de Nicolas.

Avec l'arrivée de Trump au pouvoir, ce sont les **grandes fortunes** mondiales qui **prennent la direction du monde occidental**.

Très vite le président des États-Unis laisse transparaître le projet du capitalisme pour **perdurer sans la démocratie**.

✓ Remise en cause des États-Nations.

Il annonce ses vues sur Panama, sur le Groenland et ses «projets immobiliers » pour transformer l'enclave de Gaza en « Côte d'Azur du Moyen-Orient¹¹ ». Il ne prend aucun compte que dans ces pays, sur ces territoires, il y a des habitants qui ont le droit de décider de leur avenir.

✓ changement d'alliance

Il remet en cause l'alliance privilégiée des États-Unis avec les **démocraties** occidentales et se rapproche des **régimes autoritaires** :

- de Poutine en *Russie* qui a entrepris une guerre pour annexer l'Ukraine.
- de Nétaniaou en *Israël* à la tête d'un gouvernement d'extrême-droite génocidaire à Gaza.
- il annonce que la poursuite de l'aide américaine à l'*Argentine* sera liée à la victoire politique de *Javier Milei*, le candidat d'extrême-droite qui défend un « *plan tronçonneuse* » pour diminuer drastiquement le poids de l'État.

11 après avoir laissé à Nétaniaou le soin de chasser du territoire les deux millions de palestiniens qui vivent dans les décombres de Gaza.

L'idéologie libertarienne et l'extrême-droite

Partie des États-Unis, portée par de très grandes fortunes mondiales, promotrices du capitalisme et de la propriété privée,

- les idées **libertariennes** qui remettent en cause la démocratie progressent. Elles infiltrent les réseaux sociaux et de grands médias aux mains d'intérêts privées.
- Des milliardaires comme Elon Musk, (PDG de Tesla et propriétaire de X et SpaceX) ou Jeff Bezos, fondateur et PDG d'Amazon sont proches de ces thèses.
- Elles fond des adeptes et réussissent à imprégner différentes couches de la population.
- Cette état des choses est facilité par la situation politique actuelle (chronique 6) dans laquelle un certain nombre de *citoyennes et de citoyens sont déçus du fonctionnement de la démocratie (représentative) et en proie au doute.*

Les **idées libertariennes** mettent l'accent sur l'individualisme, la liberté de choix personnelle et sur les valeurs traditionnelles de droite comme l'autorité, et le retour aux traditions. Leurs promoteurs veulent **s'émanciper des États** et faire disparaître tous les obstacles qui dérangent le capitalisme mondialisé, de manière à ce que les grandes fortunes, *en capacité d'acheter des territoires*, dirigent le monde.

En décembre 2023, Javier Milei, le candidat d'extrême-droite libertarien soutenu par Trump, est élu président de la nation **argentine**. Un mois plus tard au Forum mondial de Davos, il déclare : « **L'État n'est pas la solution, ni même le problème ; il est l'ennemi à abattre** ¹² ».

Pour s'imposer, les grandes fortunes ont besoin de **régimes autoritaires** qui laissent la finance faire son marché librement dans le monde, sans buter sur les réglementation des États. (Argentine, Chili...) Il a besoin de dirigeants qui s'affranchissent de l'état de droit et des règles qui permettent à la démocratie de fonctionner, de dirigeants qui se libèrent du cadre des états qui structurent l'ordre international. Elles ont besoins que les **idéologies d'extrême-droite** s'infiltrant et imprègnent dans la société.

Avec cette chronique, nous terminons la réflexion sur la DÉMOCRATIE. En 2026 nous ferons une nouvelle série de chroniques pour « **Pour comprendre comment se fabrique le conditionnement de masse et comment le combattre** »

12 La citation est extraite d'un article du Monde de [Philippe Escande](#) le 18 janvier 2024. En 1981 lors de son discours d'investiture, le président Reagan avait dit « **L'État n'est pas la solution, l'État c'est le problème** »,